

SOMMAIRE

L'appel de Strauss-Kahn à une relance mondiale

DANS LA PRESSE

L'appel de Strauss-Kahn à une relance mondiale

La direction du FMI met en garde contre un choc budgétaire

Déclarations de Jean-Marie Le Guen et de Pierre Moscovici

LA CHRONIQUE DE Jean-Christophe Cambadélis

L'ANALYSE DE Bernard Soulage

TRIBUNE

L'affrontement ou la dilution Pierre Kanuty

Contrat de travail et sécurité professionnelle : Un accord modeste et limité mais novateur Marc Deluzet

Qu'il réussisse à la direction du Fonds monétaire international, voilà ce que nous souhaitons à DSK. Mais «réussir au FMI» c'est bien sûr, selon les valeurs de la social-démocratie qui croient dans la domestication de la mondialisation et dans la régulation du marché. Seule la démocratisation des institutions internationales que sont l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale le permettent. C'est pourquoi, nous pensons que DSK est en situation de le faire, par une politique de petits pas. Nous rendrons donc compte à chaque occasion, de son action - même quand les médias français n'en parleront pas. Il ne s'agit pas de se muer en «tribune du FMI», mais en relais de l'action réformatrice conduite par Dominique Strauss-Kahn. Car même s'il a quitté la France, il n'a pas quitté la gauche.

[la Rédaction]

L'appel de Strauss-Kahn à une relance mondiale

(Lu à la «Une» du *Figaro* du 28 janvier 2008)

LE FIGARO

Le Directeur général du FMI, pour qui les instruments monétaires ne suffiront pas à résoudre la crise, en appelle aux pays en excédent budgétaire.

Dominique Strauss-Kahn, a profité de la tribune qui lui était offerte samedi au Forum économique mondial de Davos pour lancer un appel. « Il y aura un ralentissement sérieux (aux Etats-Unis) et cela appelle une réponse sérieuse » a-t-il prévenu. « La crise que nous vivons vient des Etats-Unis, mais c'est une crise qui doit être traitée au niveau mondial. » Il souhaite que le FMI joue un rôle central pour cela : « nous devons avoir un système de consultation et de coordination plus fort. Il existe pour la politique monétaire. Nous en avons besoin aussi pour la politique budgétaire. » Car, selon lui, « on ne viendra pas à bout de cette crise avec les seuls instruments de politique monétaire », même s'il estime qu'il y a encore de la marge pour des baisses de taux, avec le ralentissement de la demande et du prix des matières premières.

Le plan Bush pour relancer l'économie américaine ne suffira pas non plus seul. Pour Dominique Strauss-Kahn, « les pays qui ont des difficultés budgétaires doivent continuer à améliorer leur situation, mais ceux qui ont une assez grande aisance budgétaire doivent voler au secours de la relance d'ensemble qui va sans doute être nécessaire ». C'est le cas notamment des pays producteurs de matières premières.

« Consultation multilatérale »

Le FMI va donc lancer une procédure dite de « consultation multilatérale » pour coordonner cette action. C'est la deuxième fois qu'il y recourt. La première lancée en juin 2006, avait réuni l'Arabie saoudite, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et la zone euro, mais n'avait débouché sur rien. Cette nouvelle tentative devrait s'adresser à un cercle plus large, incluant aussi les cinq grands pays émergents.

L'initiative de Dominique Strauss-Kahn a été saluée par l'ancien secrétaire au Trésor américain Larry Summers comme « *un moment historique* », puisque c'est la première fois en vingt-cinq ans qu'un patron du FMI préconise une relance budgétaire plutôt que la rigueur, mais aussi comme un « *signe de la gravité de la situation* ». Le ministre indien des finances Palaniappan Chidambaram, a lui reconnu qu'« *il y a peut-être de la place pour de la stimulation budgétaire* », mais il se tourne surtout vers la Chine, qu'il exhorte à revoir son taux de change et à relancer sa consommation domestique.

Christine Lagarde, qui participait à la même table ronde, a elle aussi affirmé : « *nous avons besoin d'une combinaison de politique monétaire et budgétaire.* » L'Allemagne a pour cela une certaine marge de manœuvre,

la France un peu moins, reconnaît la ministre des finances. Mais elle espère que « *les réformes engagées vont commencer à produire leurs effets et apporter 0.4 à 0.5 point de croissance supplémentaire* ». Craignant une nouvelle appréciation de l'euro, elle a réitéré le point de vue de Paris : « *il faut envisager la politique monétaire en regardant la croissance et pas seulement la stabilité des prix.* » Mais Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, lui aussi présent à Davos, n'a montré aucune intention d'infléchir sa position, ni de baisser les taux, affirmant même que la « *correction* » des marchés était attendue et nécessaire.

[Le Figaro du 28 janvier 2008]



FT IMF head in shock fiscal warning

FINANCIAL
TIMES

By Chris Giles and Gillian Tett in Davos
the *Financial Times* January 27 2008

The intensifying credit crunch is so severe that lower interest rates alone will not be enough "to get out of the turmoil we are in", Dominique Strauss-Kahn, the managing director of the International Monetary Fund, warned at the weekend.

In a dramatic volte face for an international body that as recently as the autumn called for "continued fiscal consolidation" in the US, Dominique Strauss-Kahn, the new IMF head, gave a green light for the proposed US fiscal stimulus package and called for other countries to follow suit. "I don't think we would get rid of the crisis with just monetary tools," he said, adding "a new fiscal policy is probably today an accurate way to answer the crisis". Mr Strauss-Kahn's words rip apart a long-standing global consensus that fiscal retrenchment in the US and Japan is needed to help reduce huge trade imbalances. It comes as the IMF is due to release new economic forecasts this week which, he said, would show a "serious slowdown and it needs a serious response".

The US Federal Reserve starts a regular meeting tomorrow and markets expect another half-point cut on top of the 0.75 percentage-point cut last week.

Mr Strauss-Kahn's dramatic change in stance amazed Larry Summers, the former US Treasury secretary. He is known for saying that the IMF stands for "It's Mostly Fiscal" because the organisation has to be tough with countries' budgetary laxity.

But such is his concern about economic prospects if the US slows and other countries do not pick up the slack in world demand that he supported Mr Strauss-Kahn. "This is the first time in 25 years that the IMF managing

director has called for an increase in fiscal deficits and I regard this as a recognition of the gravity of the situation that we face," said Mr Summers.

The dark economic mood in Davos was reinforced at the weekend by John Thain, the new chief executive of Merrill Lynch, who predicted the problems in subprime mortgage markets would spread to credit card and consumer loans. "It will be a while before you see a return to normality in the banking system," he said.

Thomas Russo, vice-chairman of Lehman Brothers, said: "Absent government intervention, the economic picture is very grey but with government intervention you have a decent chance of stabilising the picture."

The IMF's call for countries with strong fiscal positions to loosen their budgets gained approval from Christine Lagarde, the French finance minister, and Palaniappan Chidambaram, the Indian finance minister.

Ms Lagarde suggested Germany would be a prime candidate for fiscal loosening, while Mr Chidambaram said: "India may have some room, if necessary, for some fiscal stimulus."

But in a rare direct reference to China, he called on Beijing to play its part. "China has huge headroom to stimulate domestic consumption."

However, it is the global community's lack of confidence that China will play ball in offsetting a slowing US consumer that makes greater fiscal laxity in many countries appear suddenly appealing.

But amid a sudden enthusiasm for fiscal stimulus packages, some voiced caution. Professor Ken Rogoff of Harvard University and a former chief economist of the IMF said aggressive fiscal easing generates "more harm than good in most cases", leading to unsustainable budgetary position that require painful correction in the longer term.

(traduction page suivante)

La direction du FMI met en garde contre un choc budgétaire

FT (Chris Giles et Gillian Tett) 28 janvier 2008.

L'intensification de la crise de liquidité est si grave, que la seule baisse des taux d'intérêts ne suffirait pas à sortir de l'agitation dans laquelle nous sommes a précisé DSK.

Dans une volte face radicale pour une institution internationale qui, à l'automne, appelait à la poursuite de l'affermissement budgétaire aux USA, DSK, le nouveau directeur du FMI a donné un feu vert à une politique de relance budgétaire et a appelé les autres pays à en faire autant. « Je ne crois pas que nous sortirons de la crise par de simples outils monétaires » Une nouvelle politique budgétaire est probablement, aujourd'hui, un moyen tout à fait approprié de répondre à la crise ».

Les propos de DSK sont en rupture avec un consensus de longue date qui posait que l'on avait besoin d'une relance budgétaire aux USA et au Japon pour réduire les importants déséquilibres commerciaux.

Cela se déroule à un moment où le FMI doit présenter de nouvelles prévisions économiques cette semaine qui, selon le directeur du Fonds, montreront un ralentissement sérieux et qui nécessiteront une réponse sérieuse.

La réserve fédérale américaine entame des rencontres demain et les marchés attendent un demi-point de plus que la baisse de 0,75 % de la semaine dernière.

Le changement de position radical de Dominique Strauss-Kahn a surpris Larry Summers, l'ancien secrétaire au Trésor pour qui la politique du FMI se résume à : « l'essentiel est dans le budget » car le Fonds a pour mission d'être dur avec les pays qui font preuve de laisser-aller en matière budgétaire.

Mais sa préoccupation à l'égard des perspectives économiques d'un ralentissement aux Etats-Unis suivi par une réaction molle des autres pays face à la demande mondiale est telle, qu'il soutient Monsieur Strauss-Kahn.

« Pour la première fois en un quart de siècle un directeur du FMI préconise l'augmentation du déficit budgétaire. J'y vois la reconnaissance de la gravité de la situation que nous avons à affronter » a déclaré Larry Summers.

L'humeur morose à Davos fut accentuée ce week-end par John Thain, le nouveau patron de Merrill Lynch qui a prédit que les problèmes liés à la crise des subprimes s'étendraient au crédit à la consommation. « Il se passera du temps avant un retour à la normal dans le système bancaire » a-t-il dit.

Thomas Russo, vice-président de Lehman Brothers a déclaré : « sans intervention publique, le tableau de l'économie est très terne, mais avec une intervention publique, on a une chance raisonnable de le stabiliser ».

L'appel du FMI aux pays à fortes positions budgétaires à desserrer leur budget a été approuvé par Christine Lagarde, la ministre des finances en France ainsi que par son homologue indien, Palaniappan Chidambaram. Madame Lagarde a suggéré que l'Allemagne ouvre la marche, tandis que monsieur Chidambaram a dit que l'Inde disposait d'une marge de manœuvre si nécessaire, pour prendre des mesures de relance budgétaire.

Mais dans une référence directe à la Chine, inhabituelle, il a exhorté Pékin à jouer son rôle. « La Chine a une énorme capacité à encourager la consommation intérieure ». Cependant, le manque de confiance envers la Chine de la part de communauté internationale dans sa capacité à compenser le ralentissement de la consommation aux Etats-Unis incite plusieurs pays à desserrer l'étau dans leur politique budgétaire.

Cela dit, au milieu du soudain enthousiasme pour les politiques de relance budgétaires, quelques uns appellent à la prudence. Le Professeur Ken Rogoff de Harvard et ancien économiste au FMI a prévenu que les aides budgétaires génèrent « plus de mal que de bien dans la plupart des cas » car elles créent des situations budgétaires insoutenable sur le long terme et qu'elles obligent à des corrections douloureuses.

□

Le Guen : « le rapport Attali ouvre certains débats légitimes »

Paris, 23 janvier (AFP) : Interrogé sur LCI, le député de Paris juge qu'on peut « critiquer telle ou telle mesure et la méthode », sorte « d'ordonnance à prendre ou à laisser et à appliquer de façon brutale », mais que « pour le reste », il y a « l'ouverture d'un certains nombre de débats dans notre pays qui sont légitimes ».

« Notre pays souffre de beaucoup de corporatisme, a-t-il estimé, avant d'évoquer des « professions qui se cachent derrière leur réglementation, au nom de l'intérêt général, mais pour défendre leur pré carré », avant d'évoquer « les notaires, les taxis, tout un tas de professions médicales ».

M. Le Guen, qui est médecin a notamment évoqué le « futur débat sur le massif transfert de charges de compétences, de responsabilités à l'intérieur de professionnels de santé ». « Il faut bouger tout ça, mieux répartir les responsabilités dans la société, plus de souplesse », a-t-il commenté. « Il faut entamer, avec une volonté certaine d'aboutir, une véritable discussion avec les uns et les autres ».

Sur les taxis, M. Le Guen a estimé qu'« on peut négocier sur des rachats de plaques ». « Si on veut moins de voitures, il faut qu'il y ait une fluidité de l'offre de taxis ». M. Le Guen se dit d'accord « pour qu'on aille au fond sur un certain nombre de sujets qui méritent d'être ouverts », même si le député n'est « pas naïf », et voit une « diversion » de la part de M. Sarkozy.

Pierre Moscovici critique la place prise par les conseillers de Sarkozy

PARIS, 27 jan 2008 (AFP) – Invité de Radio-J, M. Moscovici a jugé « insupportable la place qu'ont prise les conseillers ».

« Il est temps qu'on rétablisse un fonctionnement normal de l'Etat en France, et qu'on n'ait pas cette espèce de camarilla, de clan qui dirige de manière inefficace », a-t-il dit.

« Henri Guaino (conseiller spécial de M. Sarkozy) n'a aucune forme de légitimité pour s'exprimer, à moins qu'il ne soit dit désormais que dans ce pays, il n'y a plus de gouvernement, que tout est concentré entre quelques mains, contradictoires, à l'Elysée », a poursuivi l'ancien ministre.

« Ce que je souhaite c'est qu'on en finisse avec l'expérience en 2012, Nicolas Sarkozy est un chef de clan, un animateur d'ambiance. Il est temps qu'il devienne enfin président », selon l'élu du Doubs.

M. Moscovici a estimé que « les municipales pourraient être bonnes, même très bonnes » pour son camp. Mais la victoire « peut être pour la gauche un élan, elle ne doit pas être un substitut à la rénovation », a-t-il averti, rappelant le précédent des régionales de 2004.

Concernant la succession de François Hollande à la tête du PS, M. Moscovici a jugé que ni Ségolène Royal, ni Bertrand Delanoë « n'ont intérêt dans le court terme à être premier secrétaire du Parti socialiste ».

Interrogé sur sa candidature éventuelle à ce poste, il a affirmé : « plus le temps passe, plus je me dis que je fais partie de ceux qui pourraient très bien l'exercer ».

Société générale

Interrogé sur cette affaire, l'élu socialiste a affirmé « ne pas tout à fait croire à la thèse de l'homme isolé » et relevé que « les contrôles n'ont absolument pas marché ».

« Il faudra prendre des mesures beaucoup, beaucoup plus fortes. La responsabilité de Daniel Bouton est engagée. Il me semble qu'il n'échappera pas à sa responsabilité », a poursuivi le député du Doubs.

□

Le rapport Attila !

Notre ami Attali a une façon toute personnelle de présenter son « œuvre ». Le côté « c'est à prendre ou à laisser » nous a laissé pantois, tant il est vrai que l'excommunication du politique avait rarement été atteinte à ce niveau. Car enfin hiérarchiser, trier, mesurer, ou encore réfléchir à la faisabilité d'un rapport n'est pas tout à fait secondaire.

On peut ambitionner d'être les « Armand-Rueff » des temps modernes et laisser aux représentants du peuple – « ces vulgaires représentants bornés du politique » – la possibilité d'en débattre.

Au-delà d'une présentation déplaisante voire déplacée décrétant hors jeu tous ceux qui peuvent questionner l'œuvre pour les temps futurs, il nous faut aborder le fond. Et ici on peut résumer ainsi « l'objet ». Il est idéologiquement connoté mais ponctuellement intéressant.

Dire que ce sont les rigidités françaises dues au compromis des « trente glorieuses » qui sont un frein pour la croissance, ce n'est pas tout à fait nouveau ni tout à fait exact, mais c'est idéologiquement marqué. La croissance dans le monde moderne dépend des brevets, de l'investissement, et du travail. Dire qu'il y a par ailleurs, des rigidités qui loin, d'être égalitaires, reproduisent des inégalités est par contre tout à fait défendable.

Et tout ce qui produit de la rente au détriment de l'activité productive doit aussi être pointé avec sévérité.

L'aspect Attila du rapport avec ses 300 mesures et son côté « terres brûlées » n'a pas de vertu en soi. Dans le supermarché Attali les rayons sont pleins de propositions diverses mais il n'y a pas de tête de gondole.

Le problème posé à la société française n'est pas seulement de poser le diagnostic qui devrait être partagé, mais de hiérarchiser et de construire le chemin pratique pour la débloquer.

La rupture DSK

Après avoir annulé la dette du Libéria (Besancenot en avait rêvé), réconcilié le FMI et l'Argentine (personne n'osait l'espérer), expertisé le program-

me économique du gouvernement Abbas pour la conférence d'Annapolis (une paille !), dit son fait à Sarkozy (Colombani ne s'en est pas remis), DSK renvoie Georges Bush à un travail sérieux face à la récession (on a déjà fait mieux comme alignement sur les Etats-Unis), avant de proposer une relance budgétaire plutôt que la rigueur (propos salué comme historique et ceci devant Lagarde qui prépare la sienne).

Alors on se dit : il va être difficile aux « bégueules » de faire la gueule à DSK. Pas sûr ! Car les sceptiques satisfaits ne sont satisfaits que de leur scepticisme. Passons !

Erik Izraelewicz sur Europe 1 note dans son édito à propos de l'appel lancé par DSK, « est-ce que c'est une rupture pour le FMI ? Oui jamais depuis vingt-cinq ans un patron du FMI n'avait préconisé une telle stratégie » et de conclure, « l'appel de Dominique Strauss-Kahn heurte peut être la pensée classique du FMI. Elle est pourtant pleine de bon sens. La crise d'aujourd'hui mériterait qu'il soit entendu ».

Si la crise est sérieuse, elle l'est. Si elle se distingue de la crise de 1929, la métamorphose du capitalisme nous interdit la facilité de la reproduction de l'analyse. Le système produit des bulles, bulle asiatique, bulle internet, bulle logement, poussées par le gaz de l'hyper rentabilité.

Alors il faut tout à la fois injecter des liquidités, ce que font les banques centrales, mais aussi s'attaquer à la récession.

La rupture « mode DSK » en quelques sortes.

Un premier tour encourageant

Le premier tour des élections législatives partielles à Chartres et dans les Hauts-de-Seine marque une forte progression du Parti socialiste.

Ce qui est intéressant à plus d'un titre. D'abord parce que les électeurs confirment les sondages marquant la forte dépréciation du système Sarkozy. Ensuite cela dénote une lutte pas encore dénouée entre la tenaille Bayrou-Besancenot sur le PS et le marteau socialiste vecteur de sanction. Le vote pour le MoDem à 18.5% à Chartres est tout autant une indication que la progression du PS. Enfin si cela se confirme aux municipales, le climat changera du

tout, tant il est vrai que la volatilité médiatique fera son œuvre. Le mistigri de la division changera de camp. La question du leadership est relativisée au profit de l'offre. Le débat ne sera plus à gauche, que faire pour compenser nos échecs aux présidentielles ? Mais tout faire pour que la victoire municipale ne conduise pas au lâche soulagement.

Un parti apaisé, une gauche rassérénée par la victoire devrait être moins crispé sur la recherche de la femme ou de l'homme providentiel. Mais, elle devrait chercher comment rendre durable ce premier pas de reconquête ? Sachant que les européennes et les régionales seront des rendez-vous autrement plus complexes.

Le nouveau parti de la LCR

Dans le même week-end, la LCR et le Parti des Travailleurs ont lancé la perspective d'une nouvelle formation concurrente dépassant leur structure d'origine, pendant que le PCF bouclait son accord avec le PS et Lutte Ouvrière mettait un pied dans la gauche plurielle. Et alors que les Verts refusaient leur réforme des statuts (la remise en cause de la majorité de blocage à 60% n'ayant atteint que 57% des voix). La tentation du « linkspartei » sans sociaux démocrates, ni communistes, voire sans Verts n'est que l'extension du parti de Besancenot à ses sympathisants et a bien peu de chance de réussir.

Le mythe de Sisyphe de la LCR : Piaget, Juquin, Bové, seul change le porte drapeau... Des nouvelles avant-gardes en ruptures empiriques avec les appa-

reils aux copains qui veulent faire un bout de chemin ensemble, rien ne change...

Si ce n'est qu'aujourd'hui le porte-voix est... pur produit de la LCR. Cela ne simplifie pas la donne. Car la LCR tentera tout pour garder l'hégémonie électorale (on a vu comment Besancenot a torpillé les « comités du NON »).

S'élargir tout en contrôlant voire en subordonnant les autres, voilà qui n'est simple pour personne... Mais encore moins à l'extrême gauche.

La gauche de transformation ne doit pas se déterminer par rapport aux soubresauts de la gauche de contestation.

Nous ne pouvons gouverner avec eux et ils ne veulent pas gouverner avec nous.

Nous sommes condamnés à marcher côte à côte et espérer frapper ensemble la droite.

Et pour ce faire nous n'avons qu'une exigence, que ces derniers clarifient leur rapport à Sarkozy. Est-ce qu'il est l'ennemi principal ou sommes nous les frères ennemis d'une même politique ? Tant que ce camp n'aura pas hiérarchisé ses combats, il pourra avoir des hauts et des bas mais sera dans l'isolement et la concurrence. Et Besancenot peut tendre la main, les électeurs ne voient que le poing.

□

Une crise annoncée et instructive par Bernard Soulage

« Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ». Cet aphorisme bien connu a souvent été utilisé par Keynes lorsqu'il voulait expliciter sa position au sujet de la sur-réaction des marchés financiers par rapport à l'économie réelle. Personne, dans la finance contemporaine ne semble avoir retenu cette leçon ; on a même l'impression que c'est l'inverse qui s'est produit.

Une crise annoncée

Il n'y avait pas plus annoncée que la crise des subprimes survenue ces derniers jours - et ses conséquences.

« La crise des subprimes » ? Depuis des années, voire des décennies, les spécialistes annoncent que la gestion du marché hypothécaire de l'immobilier nord-américain aboutira un jour à un retournement spectaculaire en raison de son caractère hautement spéculatif et de la fragilité des ménages et institutions embarqués au fil du temps dans des prêts de plus en plus élevés et donc aléatoires.

Ses conséquences ? Chacun savait que la quasi-totalité des institutions financières se retrouvaient directement ou indirectement engagées sur ce marché à hauts rendements, donc à hauts risques. De plus, elles s'étaient souvent impliquées en dépit d'un manque de visibilité inquiétant, du fait de la multiplication des phénomènes de « titrisation » qui introduisent une nuée d'intermédiaires entre la banque et l'emprunteur final.

Un capitalisme glouton

Si la crise était aussi prévisible, pourquoi alors s'est-elle produite - et surtout pourquoi peut-elle encore s'aggraver ? La réponse est malheureusement assez simple : dans le capitalisme glouton qui domine le monde d'aujourd'hui, l'idée que « les arbres montent jusqu'au ciel » arrangeait trop de monde pour être remise en cause malgré les nombreux avertissements d'économistes et responsables politiques. On peut le dire en termes plus techniques: dans un monde où la rémunération moyenne normale du capital devrait être à peine supérieure à la croissance en valeur (soit de l'ordre de 4 à 6 % selon les pays dans la zone OCDE), l'exigence d'une rentabilité sur fonds propres de l'ordre de 15% par an rend inévitable le développement d'une bulle spéculative seule à même de permettre sur quelques années le maintien de cette rémunération pour une large fraction du capital investi.

Et bien sûr, un jour cette bulle éclate. Nous y sommes.

Deux leçons essentielles

De cette crise, on peut tirer plusieurs leçons. Nous en privilégierons deux ici, qui donnent raison au courant social-démocrate malgré la « ringardise » que beaucoup lui prêtent.

La première est qu'il n'y a pas de croissance durable s'il n'y a pas de répartition équilibrée de la richesse produite entre le capital et le travail, entre l'investissement et l'épargne. La recherche de rendements trop élevés nous mène « dans le mur » car il n'y a pas de trésor caché. Il n'y a que des bulles spéculatives qui explosent en faisant plus ou moins de dégâts.

La deuxième, à certains égards encore plus banale, est que le capitalisme seul est incapable de se réguler. Ses prétendues sécurités internes et règles prudentielles sont contournées plus ou moins sciemment, et les agents cèdent toujours au vertige de l'argent. La régulation politique et démocratique est plus que jamais essentielle - et doit être conduite à la bonne échelle.

Trois actions à mettre en œuvre

Dès lors, trois pistes d'actions paraissent s'imposer. Elles sont par ailleurs aux antipodes de la politique menée aujourd'hui en France, et encore trop souvent en Europe.

La négociation collective et tripartite sur le partage de la richesse produite doit être à la base du contrat social dans des pays comme le nôtre. Elle suppose non seulement de négocier sur les salaires mais aussi de travailler à une réglementation de la rémunération du capital et des entrepreneurs.

La régulation des marchés financiers tant réclamée par la gauche et tant décriée par la droite doit être organisée. Le travail fait au sein du Parti socialiste français, du Parti socialiste européen, voire de l'Internationale socialiste en liaison avec les forces syndicales (et auquel Dominique Strass-Kahn et Socialisme & Démocratie ont largement contribué) a abouti à des propositions de réformes claires et précises à ce sujet. Il serait grand temps que la gauche française cesse de s'en tenir à la dénonciation et mette ses forces sur ces propositions, qui vont de la lutte contre les paradis fiscaux à la bataille pour un Conseil de Sécurité Economique et Sociale qui imposerait des normes à un système devenu fou.

La politique économique européenne doit être notre priorité. Certes, on peut trouver « amoral » que tout soit mis en œuvre pour « sauver » des institutions financières irresponsables. Mais derrière elles, il y a des emplois et des gens qui souffrent. Actuellement, l'absence d'un gouvernement économique européen et l'absence d'objectifs économiques à notre politique monétaire, paralysent nos pays. Là encore, la gauche française doit se saisir des vrais enjeux et proposer que l'on avance, même à petits pas, dans cette gouvernance rendue encore plus indispensable par l'éclatement d'une vérité simple : le marché à lui seul ne peut pas être porteur d'équilibre durable.

□

L'affrontement ou la dilution

par Pierre Kanuty

Les temps changent, comme chantait Bob Dylan. Jugez-en vous-même : Lutte ouvrière accepte ici et là des accords électoraux avec le PS. Carlos et Lambert sont morts ; Besancenot fait semblant de vouloir liquider la LCR ; les Verts s'effilochent ; le PCF pèse moins que l'extrême gauche aux élections ; le camp du « non » est inaudible. Bayrou a fait moins bien que Giscard dans la construction de son parti présidentiel. 30 ans après la fondation de l'UDF, le Modem a tout à lui envier car il ne cesse de perdre ses meilleurs cadres. Le Front national abandonne le paquebot... Avant une prochaine noyade ? Les hussards de la République sont fatigués, même quand Sarkozy part en croisade contre la laïcité, cela ne déclenche même pas le début d'une mobilisation, ni même la fin annoncée du service public de l'audiovisuel, 20 ans après la privatisation de TF1.

Sarkozy c'est la synthèse entre Berlusconi, Bush et Thatcher. On y retrouve la même emprise sur les médias, la même brutalité et la même prétention impériale. Il percute la gauche et celle-ci, parce qu'elle a perdu le goût de la baston, qu'elle doute de son identité et qu'elle essaye de vivre dans un monde qu'elle a renoncé à changer, est K.O. debout.

Et pendant ce temps, le Parti socialiste, qui a perdu 70 000 adhérents, s'apprête à gagner les municipales alors qu'il est encore un peu frissonnant de la baffa électorale du printemps. Alors qu'on assiste en son sein à une débauche de candidatures pour le poste de premier secrétaire, il doit faire face à l'extérieur à un débauchage sans précédent.

Il s'agit là d'une nouveauté qu'il convient de regarder par-delà la superficialité médiatique. Il ne faut pas la réduire à sa dimension gouvernementale. Les anciens amis de Besson ou Bockel diront « ils ont toujours été comme ça, c'était attendu ». On pensera « effets d'annonce » à l'évocation des noms de Joe Stiglitz ou d'Amartya Sen, mais dans les villes aujourd'hui, nombreux sont les candidats socialistes qui sont courtisés ou séduits par la droite. En réalité, « l'ouverture » gouvernementale est un précédent qui ne coûte pas cher. Puisque Sarkozy dirige tout, Kouchner ou Amara peuvent bien s'agiter, ils ne démontrent que leur instrumentalisation par un pouvoir qui joue sur l'éblouissement de son apparence pour masquer son impuissance.

Mais si cela « prend » dans les villes, il y aura une pratique. A l'échelon local, on a vu des maires transcender les clivages par leur charisme ou leur sens du service. Cela dit tout le monde n'est pas André Labarrère, Gaston Defferre ou Roger Quillot. L'ouverture au plan local, c'est le grignotage de la gauche. Or, s'il y a bien un échelon où les socialistes sont implantés et où ils réussissent, c'est bien dans les municipalités. On voit bien la suite. En 2010, il faudra rétablir l'ordre : la France de Sarkozy, c'est vingt-six régions dont vingt-quatre tenues par la gauche. « Ca ne peut plus durer ». C'est un moyen comme un autre. L'affrontement ou la dilution... dans tous les sens du terme.

Affrontement car la petite musique du « dépassons les clivages », « ce sujet n'appelle pas les polémiques » auquel répond trop souvent « sortons de l'affrontement bloc contre bloc » sont en réalité des somnifères très efficaces. Puisque la droite n'a jamais été autant à droite, pourquoi la gauche devrait se droitiser au nom de la « modernité » ? Il faut s'opposer et commencer à proposer. Cela commence par la reconstruction de l'alternative et de l'appareil militant pour adapter le parti socialiste aux nouveaux enjeux d'une nouvelle période.

La dilution c'est ce qui menace. La démocratie a rarement été aussi anesthésiée par l'hyperprésidence. Le berluscozysme, comme dirait Fabius. La république a rarement été aussi oubliée dans les discours du président. En prétendant faire un parti « totalisant » qui serait à lui seul, la droite et la gauche – comme, finalement en Russie de nos jours, toutes proportions gardées, Sarkozy avec le soutien des médias réduit le débat démocratique à la portion congrue.

Mais nous ne sommes pas obligés de l'aider dans cette entreprise. Le taureau, même à la fin de la faena peut encore relever la tête. Nous ne sommes pas tenus d'attendre l'estocade.

Quand on est de gauche, il n'y a pas de compromis possibles avec le sarkozysme. Ni l'attentisme, ni le suivisme. Si l'opposition ne fait pas son travail et que la politique se réduit à l'actualité des frasques élyséens d'un côté et du concours de muscles de l'autre, cela finira par ennuyer tout le monde. Et quand la France s'ennuie...

□

Contrat de travail et sécurité professionnelle : Un accord modeste et limité mais novateur

par Marc Deluzet

L'accord signé le 21 janvier par les organisations patronales et quatre confédérations syndicales de salariés sur la modernisation du marché du travail est loin de répondre à la totalité des défis et des risques sociaux que rencontrent les salariés en matière d'emploi, de précarité et de chômage. Mais s'inscrivant dans une logique très novatrice, il encadre une dynamique nouvelle que les socialistes, partisans du progrès social, doivent soutenir.

D'emblée, nous devons noter que cet accord apporte des éléments très concrets pour les salariés touchés par la précarité : il leur permet, pendant un certain temps, d'être couverts par la complémentaire santé et/ou prévoyance souscrite dans leur entreprise d'origine. Il crée une prime forfaitaire versée par l'UNEDIC pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans qui n'ont pas accès au régime d'assurance chômage.

Ensuite, cet accord ne se situe pas vraiment dans une logique de flexibilité du marché du travail et de fragilisation des contrats de travail. Qu'on en juge : le contrat à durée indéterminée (CDI) est réaffirmé comme la forme normale et générale du contrat de travail. Le droit de licenciement n'est pas assoupli, puisque l'indemnité de licenciement est doublée et que l'obligation de motiver le licenciement est inscrite dans l'article 11. Exit donc le CNE dont nous n'avions pu obtenir l'abrogation lors la mobilisation anti CPE. Exit aussi le contrat unique voulu par le chef de l'Etat. On ne peut pas dire que les partenaires sociaux ne se soient pas affranchis du cadre étroit dans lequel le gouvernement et l'Élysée avaient tenté de les placer.

En matière de flexibilité, les éléments les plus controversés concernent la période d'essai, la rupture conventionnelle et le contrat à durée déterminée (CDD) lié à un projet.

L'accord prévoit une période d'essai comprise entre un et deux mois pour les ouvriers et employés, entre 2 et 3 mois pour les techniciens entre 3 et 4 mois pour les cadres, mais la durée des stages liés aux études est prise en compte dans la période d'essai qui peut alors être réduite de moitié. A noter que ces périodes d'essai jusqu'ici fixées au niveau des branches, le sont désormais au niveau interprofessionnel.

La rupture conventionnelle vient en fait encadrer et plutôt sécuriser les pratiques de séparation à

l'amiable et de départ négocié entre salariés et employeurs. Afin de laisser au salarié le bénéfice des allocations chômage, ces pratiques contournent la loi par de « vrais-faux » licenciements économiques ou pire, pour faute. Dans le processus de rupture prévue par l'accord, le salarié peut se faire assister par une personne de son choix ou un conseiller et il dispose d'un droit de rétractation et de la possibilité de s'informer préalablement auprès du service public de l'emploi. L'accord définitif entre les parties est homologué par le directeur départemental du travail, ce qui assure une sécurisation juridique du point de vue des employeurs.

Enfin, le CDD lié à un projet est introduit à titre expérimental et uniquement pour les cadres. Il peut être conclu pour une durée de 18 à 36 mois. Son recours est subordonné à un accord de branche ou d'entreprise, il doit mentionner clairement le projet pour lequel il est conclu. Là encore, ce type de contrat vise à encadrer et limiter le recours anarchique à des CDD successifs, pour employer des salariés sur activités d'expérimentation ou d'innovation, comme on en trouve par exemple sur les pôles de compétitivité.

Au final, ces éléments de flexibilité sont peu importants et ne font qu'encadrer des pratiques relativement périphériques qui se sont développées depuis plusieurs années. Nous ne sommes pas sur une remise en cause globale des actuels contrats de travail, ni dans un simple marchandage flexibilité contre sécurité.

Car cet accord s'inscrit dans une autre logique, beaucoup plus positive et novatrice : celle de la formation professionnelle tout au long de la vie, celle de la qualification et des compétences, celle des transitions professionnelles et de la mobilité choisie, qui est aussi celle de la compétitivité des entreprises.

En assurant la transférabilité totale du solde du droit individuel de formation (DIF) en cas de licenciement ou de changement d'employeur, en prévoyant d'ouvrir des discussions et des négociations sur la gestion des compétences, sur la validation des acquis de l'expérience, sur des bilans d'étape professionnels réguliers, sur la transférabilité d'autres droits et sur les conditions de la mobilité professionnelle et géographique des salariés, cet

accord ouvre de nouvelles perspectives pour que chacun maîtrise toujours davantage son évolution et de son avenir professionnel.

C'est d'ailleurs sur ce point qu'il est trop modeste et limité, car la dynamique prometteuse qu'il engage, repose encore trop sur des dispositifs qui restent à concrétiser ultérieurement. Par exemple, le fonds de formation qualifiante pour les salariés les plus fragiles et permettant d'assurer aux salariés des PME les mêmes droits que dans les grandes entreprises n'a pas pu faire partie de l'accord. Mais la logique est là : davantage de formation, davantage de possibilités pour tous de bouger, de gagner en compétences et d'évoluer professionnellement par des processus qui servent également l'efficacité de l'entreprise, l'innovation et la création d'emplois. De plus en plus, les entreprises devront envisager les dépenses de formation plutôt comme un investissement que comme un coût.

Bien au delà du concept de sécurité professionnelle, il s'agit surtout d'émancipation, d'égalisation des chances et de progrès social, puisqu'en renforçant leurs compétences et leur qualification, les salariés

améliorent leur rapport de force vis-à-vis de leur employeur et peuvent choisir de quitter leur entreprise pour un autre emploi plus intéressant et mieux rémunéré. La mobilité choisie, aujourd'hui réservée à quelques uns, est le principal ressort des inégalités en matière de reconnaissance sociale, de précarité et d'emploi et, au final, de pouvoir d'achat et de revenus. En mettant en place des dispositifs d'abord utiles aux salariés les moins mobiles et les moins qualifiés, cet accord contribuera à rétablir un peu d'égalité républicaine.

Ce faisant, il favorisera une élévation de la compétence globale des salariés, favorable à la compétitivité de notre économie. De ce point de vue, il articule le social et l'économique. Il pose les bases d'une nouvelle croissance fondée sur la qualité du social, sur la responsabilité des entreprises vis-à-vis de leurs salariés. Voilà pourquoi nous devons soutenir cet accord qui ne constitue qu'une première étape, une étape qui doit être suivie de beaucoup d'autres. Une étape qui rend encore plus urgent la réforme du service public de l'emploi et l'effort budgétaire correspondant.



Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

Par mail : lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 40 63 68 48 (Damien ou Karine)

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

Nom		prénom
Adresse		
Téléphone		mail
Abonnement	15 euro	soutien 30 euro